

[fr](#)

News | 05.07.2013

Belo Monte

Désordre et progrès?



Il y a quelque chose de brisé dans le rêve brésilien. Partout dans le pays, des centaines de milliers de citoyens remettent en question avec force la gouvernance et le modèle de développement de leur pays. Ce mouvement doit nous inspirer lorsqu'il dénonce la mégalomanie d'une classe politique qui, après avoir amélioré la vie de millions de citoyens, se met à confondre développement et béton, progrès et gigantisme, au détriment des plus fragiles. Ouvrons grand les yeux car la jeunesse des grandes villes n'est pas la seule à contester cet aveuglement. Au même moment, à l'autre bout du pays, des milliers de Brésiliens - principalement les Indiens de la tribu des Kayapos - tentent de défendre leur mode de vie face au déferlement des bulldozers. Tels des soldats du progrès forcé, une fourmilière de 15 000 ouvriers sous-payés s'attèle à la construction d'un projet pharaonique, le mégabarrage de Belo Monte. Le compte à rebours avant le drame est lancé. À son terme, plus de 660 km² de terres inondées, dont 400 km² de forêt primaire en territoire autochtone, 20 000 personnes déplacées et une biodiversité unique ravagée. Tel est le bilan que nous aurons à déplorer si ce projet prétendu « écologique et moderne » était mené à son terme. En tant que parlementaires européens, nous ne pouvons ignorer ce qui s'y passe. Parce que la catastrophe écologique nous concerne directement mais aussi et surtout parce nous sommes impliqués dans ce non-sens par la voie d'entreprises européennes comme Alstom ou GDF-Suez, qui participent à la conception et à la construction de ce projet malgré les principes de l'Union européenne en termes de responsabilité sociale et environnementale. La question de l'efficacité et de la cohérence de notre aide publique au développement doit également être posée. Comment expliquer le prêt de 500 millions d'euros, sous couvert de lutte contre le changement climatique, à la Banque Nationale Brésilienne pour le Développement qui finance majoritairement ce projet ? Où sont le développement durable, l'intérêt des populations locales, et

l'éradication de la pauvreté, but ultime de la politique de développement de l'UE, lorsque l'essentiel de la capacité électrique est destiné à l'exploitation minière ou à l'exportation? Quel modèle de développement promeut-on lorsque même la Constitution du pays, qui impose une concertation avec les populations autochtones concernées et la reconnaissance de leurs terres, est foulée au pied? Ce projet et ceux qui s'annoncent doivent être stoppés. Le Brésil a les ressources pour inventer un modèle de développement, socialement et écologiquement durable, profitable à tous et respectueux des droits, des libertés et des territoires même indigènes. C'est avec ce message qu'à partir du 8 juillet nous irons à la rencontre de celles et ceux qui luttent pour défendre leurs droits. Nous tiendrons ainsi la promesse faite au Chef Raoni lorsqu'il était venu crier son désespoir au Parlement Européen en décembre dernier. Le gouvernement brésilien ne doit pas céder aux sirènes des chercheurs d'or. Plus généralement, nous devons entendre et accompagner l'aspiration à vivre différemment, de Sao paulo à Belo Monte. **Catherine Grèze**, députée européenne, Groupe des Verts, Coordinatrice de la commission du Développement **Eva Joly**, députée européenne, Groupe des Verts, Présidente de la commission du Développement **Ulrike Lunacek**, députée européenne, Groupe des Verts

Recommended

Press release

Deforestation illegal-logging-amazon-brazil



[EPP creates chaos: Greens/EFA call on von der Leyen to...](#)

Press release



[Parliament calls for clear commitments on climate fina...](#)

14.11.2024

Press release



[Valencia's devastating floods](#)

30.10.2024

Press release



[Georgia's parliamentary elections and visit of Viktor ...](#)

28.10.2024

Responsible MEPs



Eva Joly

Member



Ulrike Lunacek

EP Vice-President, Member

Contact person



Gaby Küppers

Advisor on International Trade

Please share

[.E-Mail](#)